

49% des Français approuveraient des représailles contre les musulmans en cas de nouvel attentat

écrit par Christine Tasin | 4 juillet 2016



A lire, un article d'Atlantico qui est tout sauf anodin.

Le titre d'abord, « *un sondage qui fait peur* », relaie explicitement [les mots](#) du directeur de la DGSI, Patrick Calvar, qui, il y a peu, évoquait le risque de guerre civile et pointait du doigt les responsables potentiels, les patriotes, désignés par lui comme « extrême-droite ».

On est un peu étonnés de trouver dans le media qui publie régulièrement l'excellent et islamophobe Benoît Rayski une telle manipulation.

Parce que manipulation il y a.

Extraits de l'article. Décryptage en bleu.

« Une cocotte minute nommée France ? Terrorisme, risques de représailles incontrôlées et escalade généralisée de la

violence, le sondage qui fait peur ».

Représailles incontrôlées ? Qu'en sait Jérôme Fourquet, directeur du Département opinion publique à l'IFOP ? Peut-être existe-t-il une « armée des ombres » qui se prépare et qui sait exactement ce qu'elle fera et quand elle le fera et pourquoi. Seulement le but de l'article est bien entendu de faire peur au Français qui serait tenté de rejoindre les rangs de la Résistance et de ne pas se laisser égorger sans mot dire...

« Selon notre dernier sondage Atlantico-Ifop, 73% Français pensent qu'il y aurait des actes de représailles contre la communauté musulmane en cas de nouvel attentat islamiste. Eléments d'analyse. »

73% pensent que des actes de représailles sont possibles. Les chiffres me semblent quelque peu exagérés quand on voit ce que les Français acceptent, avalent, même sans mot dire depuis des années. De là à penser que les questions ont été posées de façon très orientée, il n'y a qu'un pas que je franchirai...

Atlantico : Quel est selon vous le principal enseignement de ce sondage ?

« Jérôme Fourquet : Le premier enseignement, c'est que le spectre des affrontements communautaires est aujourd'hui bien présent dans les têtes. Quasiment trois quarts des Français jugent probable ou certain ce scénario en cas de survenue d'une troisième série d'attentats. Ces chiffres viennent corroborer un ressenti manifestement très largement partagé. J'en veux pour preuve les déclarations récentes de Patrick Calvar (directeur de la DGSI) qui, devant des députés, a indiqué qu'il craignait autant que la radicalisation les actes de représailles de l'ultra-droite en cas de troisième série d'attentats. Il est allé plus loin dans une deuxième audition où il a évoqué le risque d'une guerre civile. Cette hantise plane aujourd'hui dans la société. C'est la toile de fond du

roman *Soumission* de Michel Houellebecq. On retrouve cette hantise d'un enchaînement de violence souhaité par les djihadistes qui fomentent des attentats pour diviser la société française. Cette inquiétude est palpable chez de nombreux élus et acteurs de terrain. »

Sauf que... l'on voudrait nous faire croire que seuls les attentats génèrent l'envie de représailles. Or, la situation est tout autre. C'est devant l'invasion de notre pays, la conquête de nos territoires, sa halalisation, la multiplication des voiles, niqab, revendications, mosquées... que les patriotes, de gauche ou de droite, sentent que « ça va péter ». Forcément. Et que, forcément, un attentat de plus peut être un signal, la goutte d'eau qui fait exploser la cocotte.

« Le sondage avait pour but de mesurer l'état des lieux. Ce pronostic vis-à-vis de ce sombre diagnostic est largement partagé par les Français : 73% estiment que c'est probable ou certain, et 1 sur 5 pensent même que c'est certain. Pour aller dans le sens de ce diagnostic, autant il n'y avait pas eu d'actes de ce type après les attentats de janvier ou novembre 2015, autant **on se souvient qu'à Bruxelles, la manifestation de recueillement a été perturbée par plusieurs centaines de hooligans et militants d'extrême-droite.** »

Ben voyons. Que des patriotes se hérissent de voir l'impéritie de nos gouvernants qui n'ont pour toute réponse que bougies et pancartes « je suis Charlie » face aux terroristes qui arrivent avec les migrants et cela devient des hooligans et des militants d'extrême droite !

« La situation de tension est donc assez présente, même si dans notre pays nous n'avons pas eu à déplorer pour l'instant des événements de ce type de manière totalement organisée. **Nous avons certes à chaque fois, plus après janvier que novembre, un pic dans les actes anti-musulmans (agressions, tags, dégradations, incendies, etc.).** On voit aujourd'hui que la

France est très fortement sous tension. »

Actes anti-musulmans ? Toujours l'hyperbole... Ce sont des actes anti-islam. Ne pas mélanger, monsieur le directeur du département opinion de l'IFOP ! Ras-le-bol de l'islam. Comme il est difficile de le dire, de le chanter, sans se faire traiter de raciste, sans se mettre même carrément en danger, il reste les tags... Et les Résistants ont un boulevard devant eux vu l'état de la France taguée par racailles autres adeptes de la France multiculturelle.

« Le deuxième enseignement concerne l'attitude des Français dans un tel scénario. Le souhaite-t-on ou le redoute-t-on ? Sur ce point, la société française donne un visage relativement sombre. Une petite majorité de Français a condamné ces actes (actes qui ne se sont certes pas encore produits, la réaction serait peut-être différente le cas échéant). Il est important de préciser que nous avons mentionné explicitement dans les questions les formes que ces actes de représailles pourraient prendre.

Certes, ces évènements ne se sont pas passés de manière massive en France, nous sommes donc sur une analyse légèrement à froid. Néanmoins, on reste dans un climat tendu et anxiogène où manifestement tout le monde a ça en tête. **On peut rappeler ici les évènements d'Ajaccio en décembre dernier où, suite à une attaque de pompiers, des actions de représailles très violentes s'étaient déroulées dans le quartier des jardins de l'Empereur. »**

Actions de représailles très violentes ? Quelques tapis de prières cul par-dessus tête, un coran déchiré... Si c'est ça la violence, que dire des émeutes musulmanes quand l'un des leurs est arrêté ou tué ?

« Nous voyons donc avec ces résultats que « seulement » 1 Français sur 2 condamnerait de tels actes. Une très forte minorité (39%) comprendrait sans approuver. Une plus faible

minorité (10%) approuverait. 10%, même si approuver ne signifie pas participer, cela donne une idée du potentiel de radicalisation réactive face à des attentats. **Ce vivier des 10% peut fournir très facilement un nombre conséquent d'individus prêts à se joindre à ce type d'actions.** Au regard de ces chiffres, les propos du patron de la DGSI prennent une autre résonance. »

Et voilà Jérôme Fourquet qui pointe du doigt les dangereux 10 % de Français qui pourraient taguer des mosquées ou brûler quelques corans... Cela s'appelle souffler sur la braise pour attiser le feu. Le feu ? Valls-Cazeneuve qui cherchent comment mettre hors d'état de résister les patriotes.

On apprécie la façon dont les questions sont posées. Renvoyant dos à dos le terroriste musulman qui se fait sauter au milieu d'une foule et le patriote excédé qui pourrait casser un commerce halal. Le mot *attaquer* est bien commode...

« Les résultats du sondage montrent que 51% seulement des Français disent condamner directement des éventuels actes de représailles en cas de nouvel acte de terrorisme islamiste. Qu'est-ce que cela nous dit de la société française ? La capacité de résilience des Français est-

elle en train de s'affaiblir, alors qu'un sondage récemment publié sur *Atlantico* indiquait que 40% d'entre eux souhaitait l'arrivée d'un pouvoir autoritaire ? »

Capacité de résilience, capacité de résilience... Belle utilisation à contre-sens du mot. La résilience étant la capacité de réagir et de surmonter des passages difficiles, douloureux, si les Français se rebellaient contre ce qu'ils subissent, en sortaient plus forts, ce serait de la résilience. Tandis qu'au sens où l'emploie *Atlantico*, il s'agit d'un synonyme de « acceptation », « soumission »...

Quant à souhaiter l'arrivée d'un pouvoir autoritaire qu'il faut lire comme le souhait d'un anti-Hollande, d'un homme qui lutte contre le terrorisme au lieu d'un homme qui l'accepte et dit comme Valls qu'il faut s'habituer... Quelle honte ! On sent bien ici aussi que le but non avoué est de discréditer l'homme -ou la femme !- providentielle qui pourrait faire rêver et faire voter autrement les lecteurs..

« **Jérôme Fourquet** : Je ne lierais pas forcément les deux sondages, mais le travail mené avec Alain Mergier dans le cadre de notre ouvrage *2015, année terroriste* part de ces questions et vise à réaliser un diagnostic théorique sur ce qu'il pourrait se passer en cas de troisième attentat. Patrick Calvar disait « *encore un ou deux attentats, et la réaction nous l'aurons* » .

Cela montre que jusqu'à présent, la société française est restée relativement soudée, et à défaut de l'être totalement, la tentation de représailles aveugles ne s'est pas exprimée massivement dans le pays, qui est resté debout et en ordre. Or, c'était l'une des principales inquiétudes du gouvernement après le 13 novembre. Une partie de la population est chauffée à blanc et dans un état de tension extrême. **C'est ce que recherchent les terroristes, qui ne sont pour l'instant pas**

parvenus à leurs fins puisque le point de rupture n'a pas été atteint. »

Ah que l'argutie est belle. Il ne faut surtout pas réagir parce que vous feriez le jeu des terroristes ! Pas mal. Bref, laissez-vous égorger, tuer, coloniser... Et ne faites rien, puisque vous feriez plaisir aux terroristes.

« C'est en diagnostiquant cet état de stress et de colère de la population française que François Hollande a pris ses décisions et a fait des annonces importantes au lendemain du 13 novembre (état d'urgence et déchéance de nationalité). Questionné quelques mois plus tard sur *France 2*, il a expliqué qu'en son for intérieur il n'était pas forcément convaincu du bien-fondé de cette mesure, mais qu'il avait pris acte de l'état du corps social français. Il s'est dit qu'il fallait apporter une réponse politique à la hauteur de cette demande sociale de riposte. »

Sauf que Hollande n'a rien compris, il a proposé la déchéance de nationalité qui pouvait rassurer une partie des Français, comprenant que leurs inquiétudes sur le Grand remplacement notamment et l'impunité de certains délinquants serait un peu prise en compte. Même ça il n'en a pas été capable...

« Nous déroulions notre raisonnement et notre analyse en partant de ce point-là. En ayant à l'esprit qu'il était allé au maximum des possibilités offertes par le cadre républicain, que se passerait-il si, hélas, une troisième série d'attentats meurtriers venait ensanglanter notre pays ? **On a vu à la suite du double meurtre de Magnanville que manifestement, hormis quelques mesures techniques accordées aux policiers (garder leur arme après le service, par exemple), le gouvernement ne souhaitait pas aller plus loin. Manuel Valls a dit qu'il n'y aurait ni peine de mort, ni vente d'arme, ni Guantanamo en France.** Il en est donc « réduit » à indiquer aux Français que la situation est extrêmement grave, que d'autres attentats surviendront, que d'autres victimes innocentes tomberont, mais

que l'État mettra tout en œuvre pour contrer cette menace. Mais du coup, l'état de tension, de colère et d'inquiétude de toute une partie de la population ne peut qu'être entretenu par ce type de déclarations. On nous dit qu'il faut prendre notre mal en patience, être résilient et se préparer à de nouvelles attaques et de nouvelles victimes.

Pour une partie de la population, cette posture est insupportable et il faudra faire quelque chose en cas de troisième attentat.

Pour ce qui est du souhait de gouvernement autoritaire, on a vu lors de récents sondages qu'une majorité de Français étaient pour la prolongation de l'état d'urgence et **l'internement des fichés S**. Cela signifie en substance que face à cette situation anxiogène qui crée de la tension dans le pays, soit le gouvernement prend le taureau par les cornes et se met en état de nuire à ces personnes potentiellement dangereuses, quitte à s'abstraire de certaines règles, soit d'aucuns se feront justice eux-mêmes. **On est typiquement sur la problématique de Max Weber et du monopole de la violence légitime pour l'État, qui l'exerce au nom de la société.** Là, manifestement, une partie de la société estime que l'État ne le protège pas suffisamment face à cette menace insidieuse. »

Ah enfin de bonnes paroles...

Lire la suite de l'article ici :

<http://www.atlantico.fr/decryptage/cocotte-minute-nommee-france-terrorisme-risques-represailles-incontrolées-et-escalade-generalisée-violence-sondage-qui-fait-peur-2752686.html#6mkjUXQKdCRIHSij.99>